



Déclaration préalable de la FSU au CDEN du mardi 1^{er} mars 2016

Dans la préparation de rentrée que vous présentez ce jour, concernant le premier degré, la FSU se réjouit de la création de postes de RASED : 3 c'est déjà un début même si cela ne rattrape pas la casse opérée ces 7 dernières années. Il semblerait que nos demandes incessantes, encore lors du CDEN de novembre, aient enfin été entendues. Nous savons et nous l'avons maintes fois redit : ces besoins sont criants. Nos collègues salueront la création de ces 3 postes. Le choix de l'option G sur 2 de ces postes nous paraît également judicieux pour avoir des réseaux complets et donc plus efficaces.

Nous nous réjouissons également de la création de poste de Plus de Maîtres que de Classes, leviers pour la réussite de tous nos élèves. Il y a malheureusement des écoles qui ne pourront pas en bénéficier encore cette année, alors que pour nous, elles en ont besoin.

Enfin, la création de 7 postes de remplaçants est la bienvenue. Nous pouvons espérer une relance de la formation continue et une réelle continuité du service public d'éducation, y compris dans les grosses écoles. En souhaitant que ces sept postes ne soient pas neutralisés dès la rentrée pour des remplacements à l'année.

Pour autant, il manque un levier dans les choix politiques de cette carte scolaire. Les élèves d'aujourd'hui ne sont pas ceux d'hier. Nos petits élèves subissent les effets d'une crise économique et sociale qui les fragilisent. De plus, la loi sur l'inclusion qui ne s'accompagne pas toujours de moyens d'aide efficaces, vient accentuer cet état de fait. Dans ces conditions, nous devons redire ici tout notre attachement à des effectifs réduits dans nos classes, gage de la réussite de tous nos élèves.

La remontée des seuils d'année en année nous paraît donc antinomique quand le gouvernement donne la priorité au primaire. La prochaine étape devra être la baisse des seuils pour toutes les écoles. Les 7900 postes manquant pour atteindre les 60000 postes promis sont donc un réel besoin pour le primaire !

Sur un point plus précis, La FSU souhaite redire ici son désaccord sur les fusions d'écoles qui conduisent à des structures beaucoup trop grosses. Ces fusions ne servent qu'à une logique comptable de réduction de postes et en aucun cas à des intérêts pédagogiques. Les élèves et les parents n'y gagnent rien et y perdent même beaucoup en qualité d'accueil.

En ce qui concerne les Collèges, les enseignants, depuis le mois de mai 2015, sont engagés dans une lutte contre la réforme « collège2016 » par de nombreuses actions dans les établissements alternant avec des journées nationales d'action : grèves nationales, manifestation nationale à Paris...

Sur ce sujet comme sur bien d'autres, la Ministre a refusé de nous entendre, a préféré les annonces médiatiques à la réflexion pédagogique et ment constamment sur la réalité des moyens dans les collèges pour la rentrée 2016. L'administration a imposé des formations souvent vides de contenus et qui ne font que mettre en lumière l'indigence de la réflexion ministérielle sur les possibilités de changement au collège. Aujourd'hui nous en voyons les conséquences dans les établissements d'une mise en place forcée de cette réforme ; diminution des dotations, diminutions de l'horaire élève, diminution du nombre de classes, suppression de postes ou multiplication de compléments de service...

Au cours de ce CDEN du Territoire de Belfort, réuni aujourd'hui, les élus de la FSU déplorent, une nouvelle fois, les conditions dans lesquelles la rentrée 2016 va se dérouler. Les enseignants n'auront pas les moyens de travailler correctement. Entasser les élèves dans les classes n'est toujours pas une solution. Dans le 90, c'est 8 classes de moins (dont 2 en Rep plus) pour 35 élèves de plus dans l'enseignement public. Voilà la réalité du terrain, merci Mme la Ministre. A quoi bon discuter devant un tel constat ?

Manifestement nous n'avons pas les mêmes objectifs. Le pouvoir politique ne pense qu'à l'entreprise, reste dans une logique comptable et l'administration reste aux ordres. Les enseignants, quant à eux, cherchent à améliorer quotidiennement les conditions de travail de l'ensemble des personnels pour la réussite de tous les élèves.

Pour cela, ils exigent une autre réforme qui respecte leurs métiers, leurs statuts, toutes les disciplines enseignées aujourd'hui au collège et les besoins de formation des jeunes.